

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 11 juillet 2011

N° 375

PRIX : 0,60 Euro

SENEGAL



**FACE A LA COLERE POPULAIRE
WADE EST CONTRAINT DE RAVALER
SON PROJET DE NOUVELLE CONSTITUTION**

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE**Editorial****SENEGAL**

Sénégal: Face à la colère populaire...

Page 4

Côte d'Ivoire : Les FRCI exercent la dictature

Page 5

Côte d'Ivoire: Des agents de la santé victimes de la brutalité des FRCI

Page 7

Côte d'Ivoire : Echos d'entreprises

Page 8

Sénégal-Tchad: Le feuilleton sur l'extradition de l'ex-dictateur Habré ...

Page 9

Union Africaine: Difficile d'être en même temps du côté du maître et de se montrer solidaire d'un compère en disgrâce

ABONNEMENT

France :

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy cedex

FACE A LA COLERE POPULAIRE WADE EST CONTRAINT DE RAVALER SON PROJET DE NOUVELLE CONSTITUTION

Dans sa soif de rester coûte que coûte au pouvoir, le président sénégalais a voulu modifier la Constitution à huit mois de la future élection présidentielle en y introduisant des éléments sensés lui permettre non seulement de briguer un troisième mandat consécutif mais aussi de se faire élire dès le premier tour avec seulement 25% des voix. De plus, dans le texte qu'il a voulu faire adopter en urgence et sans débat par le parlement, il a introduit l'idée que le président, "en cas de décès en cours de mandat", soit remplacé par son vice-président qui devrait être élu avec lui dans un "ticket" commun.

Tout le monde a vu dans ce calcul l'ambition de Wade (qui a déjà 85 ans) de léguer le pouvoir à son fils Karim. Ses laudateurs y ont vu "un coup de maître politique" voire une trouvaille de "génie", tandis que ces adversaires de l'opposition, notamment ceux du Parti Socialiste, ont dénoncé "une dévolution monarchique du régime".

Wade croyait que son "tripatouillage" allait passer comme une lettre à la poste d'autant plus que la majorité des députés sont membres de son parti, le PDS. Mais la mobilisation de la rue l'a contraint à reculer et à retirer son projet.

Ce projet n'a été en réalité que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Les partis de l'opposition regroupés autour du front "Benno Siggil Sénégal" avaient mobilisé leurs partisans autour du bâtiment de l'Assemblée nationale pour protester contre le projet de Wade. Un député de l'opposition s'était fait enchaîner symboliquement aux grilles du parlement; des militants avaient sorti des banderoles appelant au "respect" de la Constitution. Il y a eu quelques escarmouches avec les forces de l'ordre devant le parlement, mais globalement Wade n'avait rien à craindre de cette passe d'arme car une grande partie de la population, notamment celle des quartiers populaires de la banlieue dakaroise, était absente de cette mobilisation.

Ce qui a mis le feu aux poudres, c'est qu'en même temps que l'opposition appelait à manifester, Dakar, sa banlieue et les villes proches ont fait l'objet d'une nième coupure de courant (qui a duré trois jours dans certains quartiers), et à ce délestage s'est ajouté dans certains endroits des coupures d'eau. C'en était de trop pour des habitants qui subissent régulièrement ce genre d'avaries, et cela depuis plusieurs mois, voire plusieurs années. Des jeunes et moins jeunes sont sortis presque spontanément dans les rues. La police a chargé à coups de matraque et de gaz lacrymogène mais cela n'a fait qu'attiser le feu qui couvait depuis longtemps déjà.

.../...

Les émeutes ont duré cinq jours. Des bâtiments et des agences de la Sénélec (compagnie d'électricité) ont été incendiés et pillés, de même que plusieurs véhicules de cette compagnie. D'autres bâtiments publics, des mairies, en ont fait également les frais. Des personnalités politiques proches du pouvoir ont été prises à partie par la foule déchaînée (un ministre de Wade a même vu sa maison cossue pillée).

Tous les quartiers populaires de la banlieue dakaroise ont été touchés par cette vague d'émeutes : Yeumbeul, Parcelles Assainies, Ouakam, Liberté, Khar Yalla, Dieppeul, Guédiaway, etc. mais aussi les villes proches comme Mbour, Thiès, Keur Massar, Rufisque, etc. Il y a eu un peu partout des manifestants en colère qui brûlaient des pneus en plein milieu de la route. Devant certaines agences de la Sénélec, des gens sont venus avec leurs factures d'électricité, ils en ont fait un tas et y ont mis le feu.

Il y a eu au total 10 agences incendiées ou pillées, 44 bus brûlés. Les chiffres officiels font état de 102 blessés dont 13 policiers. Cette colère de la population, plus particulièrement dans les quartiers populaires, ne tombe pas du ciel comme un orage dans un ciel serein. Plusieurs émeutes avaient déjà éclaté au cours des sept derniers mois, contre les coupures intempestives d'électricité et d'eau. Ceux qui font surtout les frais de ces coupures sont les petites gens des quartiers pauvres car lorsque la Sénélec ou la compagnie qui gère l'eau ne parviennent pas à produire suffisamment de l'électricité et de l'eau, ce sont d'abord les quartiers populaires qui en sont privés pour assurer l'approvisionnement des quartiers riches. Même s'il arrive parfois que l'électricité soit aussi coupée dans les quartiers des riches, ceux-ci ont en général des groupes électrogènes de secours, tandis que certains quartiers populaires vivent dans le noir parfois plusieurs jours durant.

A cette colère contre l'incapacité du gouvernement de résoudre ce problème qui dure depuis plusieurs années et qui s'aggrave alors qu'il a promis de régler cette question en "urgence", s'ajoutent la flambée des prix des denrées de première nécessité, le chômage, le blocage des salaires, l'insalubrité des quartiers populaires qui deviennent de véritables cloaques infestés de moustiques à chaque saison de pluie.

C'est toute cette colère qui a explosé au grand jour au nez et à la barbe de Wade et que sa police et son armée ne parviennent pas à contenir, qui a contraint Wade à battre en retraite tel un voleur pris la main dans le sac.

Les dirigeants de l'opposition, notamment ceux du PS, jubilent et voient déjà dans ce premier succès une opportunité pour contraindre Wade à ne pas présenter sa candidature en 2012. C'est la seule chose qui les intéresse car leur ambition c'est de revenir au pouvoir. Quant aux questions qui intéressent vraiment les travailleurs et les habitants des quartiers populaires (à savoir : le chômage, les salaires bloqués, la cherté de la vie et l'amélioration des conditions d'existence, etc.) quand les dirigeants de l'opposition en parlent, c'est uniquement du bout des lèvres, histoire de dire qu'il faut "bien voter" la prochaine fois.

Mais pour les travailleurs et les petites gens en général, la véritable question c'est de savoir comment s'organiser pour faire face à la misère qu'ils vivent quotidiennement dans leurs quartiers et sur leur lieu de travail (pour ceux qui en ont un). Pour cela ils ne doivent compter que sur eux-mêmes, sur leur volonté de s'organiser en tant que travailleurs, en tant qu'exploités, en tant que pauvres afin de ne pas se laisser bernier par les politiciens démagogues qui ne pensent qu'à leur carrière politique et à mettre la main sur les caisses de l'Etat.

SENEGAL

KARIM WADE, LE FILS A PAPA AUX DENTS LONGUES !

Ce n'est un secret pour personne que Wade cherche depuis longtemps à propulser son fils au sommet du pouvoir. Il a commencé par l'introduire dans le "premier cercle" en le nommant "conseiller" à la présidence. C'est lui qui a été

chargé des "grands projets" comme la préparation et l'organisation de la conférence islamique qui a eu lieu à Dakar, la construction du nouvel aéroport international ainsi que le projet d'autoroute à péage pour désengorger Dakar. Aucun grand contrat ne

lui échappe. Les hommes d'affaires qui souhaitent faire du "business" au Sénégal sont contraints de passer par lui pour avoir une autorisation. Il prend au passage son bakchich. Dans le milieu des affairistes, on lui a donné le sobriquet de "Monsieur 15%".



Karim Wade en compagnie de son père

A force de vouloir tout chapoter, Karim Wade a commencé à faire de l'ombre à certains caciques du PDS qui voient en lui un obstacle à leur carrière politique. Si quelqu'un ne lui plait pas, il plaide sa mise à l'écart auprès de son papa qui a pris l'habitude de se comporter en monarque absolu. Deux anciens Premiers ministres de Wade, Idrissa Seck et Macky Sall en ont déjà fait les frais et ont été contraints à la démission parce que leur ambition de vouloir succéder à Wade a été freinée par la montée en puissance de Karim Wade.

Pour lui donner un coup de pouce supplémentaire, Abdoulaye Wade lui donne son

appui pour se présenter à l'élection municipale de Dakar en 2009. Karim fonde alors son propre mouvement baptisé "Génération du concret", à l'intérieur du PDS. Mais ce fut un fiasco car c'est le candidat du PS qui fut élu maire de Dakar. Qu'à cela ne tienne, la même année son papa lui offre un poste de super-ministre en charge de la Coopération internationale, des Transports aériens, des Infrastructures, de l'Aménagement du Territoire et de l'Energie. Il lui attribue un portefeuille représentant 20% du budget de l'Etat. Cela en fait des jaloux, y compris dans son propre camp ! Il a été surnommé "ministre du Ciel et de la Terre".

La dernier "coup de génie" du papa a été peut-être de vouloir introniser son fiston par le truchement d'une modification de la Constitution. Mais ce fut plutôt un coup "foiré" qu'il a vite fait de retirer face à la colère de la rue. C'est une grosse claque qu'il a reçue en pleine figure. C'est, dit-on, sa première défaite politique provoquée par la rue. Quand il était encore dans l'opposition, il n'avait à la bouche que le mot "sopi" (le changement). Aujourd'hui, son propre slogan lui revient comme un boomerang. Il est en passe de devenir le slogan du principal parti de l'opposition actuelle, c'est-à-dire de ceux qui étaient au pouvoir jusqu'à l'an 2000.

Les travailleurs n'ont rien à attendre de bon, ni des uns ni des autres. Les seuls véritables changements allant dans le sens de leurs intérêts, ils ne pourront les obtenir que par leurs luttes.

COTE D'IVOIRE

LES FRCI EXERCENT LA DICTATURE

Les policiers ont déserté la plupart des commissariats. Ils sont remplacés par les FRCI, force militaire liée au nouveau régime. Ce sont eux qui dès lors remplissent les fonctions de police. Ils n'hésitent pas à exiger des sommes d'argent arbitraires auprès des plaignants en échange de régler en leur faveur les conflits de voisinage, les dettes non acquittées, les litiges conjugaux, ainsi que toutes sortes d'affaires pour lesquelles des personnes les sollicitent. Les FRCI délivrent également toutes sortes de documents tels que des attestations d'identité ou des certificats de perte de papiers ou de vol. Tous les papiers qu'ils délivrent sont estampillés des cachets du commissariat. Ces

"services" ne sont évidemment accordés qu'en échange d'espèces sonnantes et payées cash.

Les individus en treillis qui tiennent ces lieux le font avec l'approbation du nouveau régime. Tous ne font pas partie d'un même clan et il leur arrive de régler des comptes (dans tous les sens du terme) entre eux de façon musclée. Certains des FRCI sont selon leurs dires attitrés, c'est-à-dire prétendument inscrits ou recensés. En tout cas reconnus comme tels par le régime. Et puis il y a aussi les "associés" ou "volontaires". Ces derniers sont constitués de jeunes oisifs lumpénisés, connus comme étant des "débrouillards" dans les lieux peuplés des marchés et des gares routières. Le

rançonnement des chauffeurs des transports collectifs et des petits commerçants des échoppes et des étals représentant leur activité de prédilection. Hier, ils le faisaient à mains nues, aujourd'hui ils le font avec des "kalach" et cette fois avec l'assentiment de leurs supérieurs haut-placés.



Des FRCI pavanant dans les rues d'Abidjan

Parmi eux, beaucoup sont analphabètes, mais l'essentiel est, pour eux et pour leurs mandataires, qu'ils soient habiles à savoir user de leurs poings pour bastonner et aussi à savoir pointer une arme, sur toute personne susceptible à leurs yeux d'être en faute. Non pas en fonction d'un quelconque article de loi ou de règlement, mais en fonction des faits reprochés par les plaignants qui se trouvent souvent être aussi les payants et en fonction de leur bien vouloir.

D'autre part il n'est pas rare d'apprendre que telle ou telle personne a été abattue par les FRCI pour avoir commis un larcin même d'une valeur pas très élevée.

Le cimetière de Williamsville semble être un lieu prisé par les FRCI pour liquider des personnes. A plusieurs reprises des journaux ont fait état d'exécutions sommaires pratiquées à cet endroit pendant la nuit par des personnes en treillis venus sur ce lieu en véhicules avec leurs victimes

menottées. Aucun démenti n'a émané des FRCI pour dire que ce n'était pas eux.

Dans les villes de l'intérieur du pays, là où des gendarmes subsistent, ils coexistent tant bien que mal avec les FRCI.

Les gendarmes étaient liés à l'ancien régime et ne sont par conséquent pas en odeur de sainteté auprès des FRCI. De ce fait, ils se contentent de la portion congrue du point de vue du racket. Il n'est pas rare qu'ils essuient des coups auprès de ces nouveaux maîtres des lieux qui profitent de leur position pour prélever sur les chauffeurs des camions et des cars la part du lion.

Là où il n'y a pas de FRCI sur les routes, ce sont les brigands coupeurs de route qui sévissent. Ceux là sont pires que les FRCI puisqu'ils tirent sur les véhicules pour les immobiliser et dépouillent chauffeurs et voyageurs de tous leurs biens avant de disparaître dans la nature avec le butin.

Les FDS, policiers, gendarmes et autres CECOS de l'ancien régime empoisonnaient la vie de la population par leur corruption et leur brutalité. Mais malgré cela beaucoup de personnes en sont à penser qu'ils étaient moins détestables que les nouvelles brutes. Ce qui n'est pas peu dire. Lorsqu'on avait affaire à eux, il fallait présenter des pièces et autres documents et avoir le véhicule en règle. Les FRCI eux ne s'encombrent pas de toutes ces formalités. Ils exigent directement d'être payés sans donner de raison. Ils sont pratiquement incontrôlés du régime et à plus forte raison de la société civile et de la population. Leurs prédécesseurs se croyaient intouchables, mais ont fini par tomber. A la vitesse où ils sévissent, il n'est pas dit que les FRCI ne finissent pas par faire dresser la population contre elles et contre les politiciens qui couvrent leurs méfaits.

COTE D'IVOIRE

DES AGENTS DE LA SANTE VICTMES DE LA BRUTALITE DES FRCI

Le 2 juillet, des éléments des FRCI ont bastonné des agents de santé au CHU de Cocody faisant de nombreux blessés. Que s'est-il passé pour que ces combattants dont personne n'ignore la brutalité et

les nombreuses exactions commises sur les populations s'en prennent au personnel de santé du CHU ? Selon les faits, les brutes se sont présentées aux urgences avec deux des leurs blessés. Après

quelques minutes d'attente, ayant constaté qu'il n'y avait personne pour les recevoir, ils ont décidé de fouiller les bureaux et salles pour trouver un agent de santé qui pourrait s'occuper de leurs blessés. Le premier sur lequel ils sont tombés leur a répondu qu'il n'a pas de matériel pour faire face à l'urgence et qu'il allait les transférer au CHU de Treichville. Ces paroles ont déclenché le courroux des éléments qui l'ont trainé dehors et lui ont administré une sévère correction. Les autres agents qui sont intervenus pour sauver leur collègue des mains de ses agresseurs sont aussi tabassés.

Il y a eu un arrêt de travail au CHU de Cocody. Ensuite, par solidarité avec leurs

collègues, le personnel de santé du CHU de Yopougon a déposé un préavis pour une grève à partir du 18 juillet et pour deux semaines si rien n'est fait. Selon les agents de santé de ce CHU, ces soi-disant combattants ne sont pas à leur première agression contre le personnel de santé. C'est parfois le fusil sur la tempe des médecins que ces gens-là exigent d'être soignés en priorité.

Ouattara fustigeait l'armée du pouvoir déchu. On se rend compte que son pouvoir repose sur une armée de gangsters et n'est pas mieux que celle de l'ancien régime.

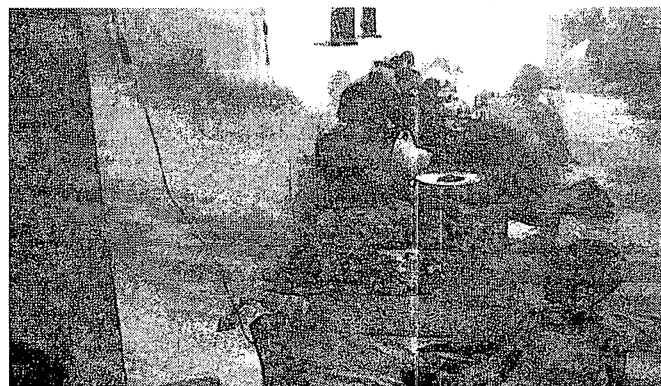
COTE D'IVOIRE

LES HOPITAUX COMPLETEMENT DEMUNIS NE PEUVENT PAS PRATIQUER DES SOINS

Dès son arrivée au pouvoir, le nouveau régime, voulant se faire un peu de publicité, a dit que les soins hospitaliers sont gratuits pour quelques mois. Dès lors les hôpitaux publics ont été pris d'assaut par les populations pauvres qui continuent de souffrir des affres de la crise militaro-politique.

Au fait, l'accès gratuit aux consultations et aux soins médicaux est un droit pour les populations démunies et les moyens pour y parvenir existent dans ce pays.

Mais les patients, après avoir attendu des heures durant, retournent chez eux soit avec quelques comprimés de paracétamol ou des antipaludiques, soit avec une ordonnance de médicaments à acheter. Tout simplement parce que, dans les centres hospitaliers publics, il y manque de tout : des réactifs pour les analyses de sang aux simples seringues pour les injections. On se souvient que Ouattara avait même promis lors des campagnes électorales que les accouchements pourraient être pratiqués à la charge de l'Etat. Avec quels moyens médicaux ces accouchements se feront-ils quand on sait que les maternités sont totalement dépourvues. Lorsqu'il s'agit d'approvisionner les hôpitaux en matériels et produits médicaux, les dirigeants politiques font toujours semblant de ne rien voir.



*Centre hospitalier universitaire (CHU) de Treichville:
des patients et leurs familles, à même le sol*

De plus, il y a aussi les médecins et les infirmiers qui sont débordés par le nombre pléthorique de malades car les effectifs du personnel soignant sont insuffisants. Dans ces conditions pénibles de travail comment peuvent-ils soigner convenablement les patients? Pour anecdote, il y a quelques jours, des éléments de FRCI (Forces Républicaines de Côte d'Ivoire) ont tabassé des médecins du CHU de Cocody sous prétexte que ces derniers ne se sont pas vite occupés de leur camarade blessé. Les actes barbares des hommes en armes sont à décrier mais les premiers responsables sont ceux qui ont laissé les hôpitaux à l'abandon en diminuant d'année en année la part du budget consacrée à la santé. C'est la raison pour laquelle les moyens humains et matériels ne suivent pas.

D'ailleurs, il y a longtemps que les centres hospitaliers publics sont considérés comme des « mouiroirs ».

Alors on comprend bien que cela ne coûte pas un seul sou à Ouattara de rendre des « mouiroirs » gratuits dans lesquels les riches comme lui n'y mettront jamais les pieds. Ils

préfèrent se soigner, eux et leur famille, dans les cliniques privées pour riches.

Quant aux gens démunis, ils ont le choix entre aller dans un hôpital où il n'existe pas de véritables soins médicaux ou pratiquer l'automédication chez eux !

= - - - - - = - - - - - =

*Nous reproduisons ci-dessous des échos d'entreprises extraits du journal
"Le Pouvoir Aux Travailleurs" édité en Côte d'Ivoire.*

WRANGLER : UNE PETITE LUTTE VICTORIEUSE

Wrangler est une usine de textile située à l'entrée de la zone industrielle de Yopougon. Elle fabrique des Jeans et des tee-shirts. La majorité des travailleurs sont des journaliers qui travaillent à la pièce. Cela fait des années que nous revendiquons un salaire fixe à la place d'un salaire par article produit. Mais toutes les fois que nos représentants vont voir la direction, elle nous répond par la négative. C'est excédé de ce mépris que dans la première semaine de ce mois nous avons arrêté le travail pour nous faire entendre. Dès le début du mouvement, la direction, a choisi délibérément de nous intimider en menaçant nos représentants de renvoi. Ensuite c'était tout le monde qu'elle menaçait de mettre à la porte. Mais nous n'avons pas cédé. Nous avons plutôt constitué un comité de surveillance qui veillait jour et nuit devant l'usine pour bien montrer que nous restions unis et vigilants.

Finalement, au bout de deux jours d'arrêt de travail, c'est la direction qui a reculé en augmentant le salaire par article. Notre revendication principale qui est d'avoir un salaire fixe n'a pas été satisfaite mais nous sommes tous contents car nous avons vu que c'est grâce à notre mobilisation que nous avons obtenu cette petite victoire.

SATOCI : L'INFIRMERIE N'EXISTE QUE DE NOM

Satoci dispose d'une infirmerie à l'intérieur de l'usine. Mais, il faut être blessé, accidenté ou avoir un malaise pendant le travail pour se rendre

compte de son inutilité. Les médicaments les plus élémentaires y manquent. Même le médecin qui par conscience professionnelle accordait parfois des arrêts maladie aux travailleurs s'est vu rappeler à l'ordre par le patron.

Il paraît que la direction garde des médicaments dans les placards de son bureau. Dans ce cas, il ne faut pas qu'il se plaigne de recevoir la visite de tous ceux d'entre nous qui en ont besoin.

DARLING : QUI SEME LE VENT RECOLTE LA TEMPETE

A Darling, situé dans la zone industrielle de Yopougon, nous fabriquons des mèches pour les cheveux. Depuis près d'un an, nous avons une nouvelle usine située à un peu plus d'un kilomètre de l'ancienne. Au sein de ces deux unités, le patron emploie des centaines de journaliers qui sont payés à la semaine ou à la quinzaine. Mais depuis près d'un mois, ces derniers n'ont pas encore perçu leur salaire. Lorsqu'ils essaient de s'entendre pour le réclamer, les petits patrons utilisent les relations personnelles avec ceux qu'ils connaissent ou qu'ils ont aidé à entrer dans l'entreprise, pour les diviser.

En plus de la paie qui ne tombe pas, la direction accuse certains de nos collègues de vol de matériel de nettoyage : balais, brosses, serpillères, raclettes, etc. Sans doute qu'ils ont été utilisés. Mais tout de suite il a accusé nos collègues du service nettoyage de les avoir volés malgré les vigiles qui nous fouillent chaque fois à la sortie. Ensuite, il a renvoyé une dizaine parmi eux et a exigé des autres le remboursement sous peine d'être aussi renvoyés.

SENEGAL-TCHAD**LE FEUILLETON SUR L'EXTRADITION DE
L'EX-DICTATEUR HISSEN HABRE CONTINUE**

La déclaration officielle d'Abdoulaye Wade de renvoyer le 11 juillet son hôte encombrant Hissen Habré chez lui au Tchad pour y être jugé avait fait l'effet d'une bombe dans l'immigration tchadienne en France, notamment à Paris : « il va être lynché dès son arrivée » ou « il va y avoir une manifestation monstre à Ndjaména » ou encore « il va l'amnistier » disaient les uns les autres.



L'ex-dictateur tchadien réfugié à Dakar depuis 1990

Du côté de l'Ambassade du Tchad, le bruit courait comme quoi Idriss Déby actuellement en France en visite privée s'apprêterait à rentrer à Ndjaména pour y accueillir son ancien maître. Puis finalement il aurait plutôt donné des ordres fermes pour que l'avion transportant Habré n'atterrisse pas à Ndjaména mais plutôt à Sarh d'où il serait transféré immédiatement à Maro dans un camp de commandos.

Coup de théâtre : la veille du jour prévu, le président sénégalais suspend l'extradition, et cette effervescence dans le milieu tchadien est retombé brusquement. Wade a sans doute subi des pressions, principalement du gouvernement français, qui avait demandé en 1990 à Diouf (alors président du Sénégal) d'offrir l'asile à Habré ; mais les pressions peuvent venir aussi des avocats de Habré qui, à Dakar, sont montés au créneau pour dénoncer la décision de Wade. Ce dernier, ironie du sort, se retrouve de nouveau avec le même cadeau empoisonné de la France dans les bras.

Tout avait commencé en 2005 quand des Tchadiens vivant en Belgique et quelques Belges ont déposé une plainte contre l'ancien dictateur Habré qui, ayant perdu le pouvoir en 1990, s'est

réfugié depuis cette date à Dakar où il coule de douces années. Après avoir pris connaissance des documents produits par les plaignants, la Belgique a déclaré « recevable » les plaintes ; elle a alors, en conséquence, demandé l'extradition de Habré vers la Belgique, pour y être jugé pour « crimes contre l'humanité ».

La suite, on la connaît : Habré ne sera pas extradé ; de plus Wade avait tout fait pour faire traîner en longueur le procès contre son « protégé » en trouvant des prétextes : tantôt c'était le Sénégal qui ne serait pas habilité à juger des crimes commis dans un autre pays (par la suite l'Union Africaine lui avait demandé de faire instruire le dossier dans son pays) ; tantôt c'était l'argent qui manquerait pour organiser ce procès, etc. Des années ont passé, et son hôte de criminel n'était pas inquiété ; il s'est même converti en homme d'affaires respectable. Avec l'argent volé dans les caisses de l'Etat tchadien, il a investi au Sénégal, notamment dans la construction d'hôtels de luxe.

La décision de Wade de suspendre l'extradition de Habré arrange plutôt Idriss Déby car celui-ci ne souhaite pas vraiment la présence de son ancien patron au Tchad.

Rappelons qu'en 1992, il avait fait mettre sur pied une « commission d'enquête » sur les crimes commis par Habré. La commission avait établi clairement la responsabilité du régime de Habré pour des atrocités et crimes contre des opposants et autres ressortissants tchadiens. A la suite de cette enquête qui a révélé des scènes de tortures macabres pour faire avouer des personnes arrêtées, parfois sans preuve, Déby avait promis de demander à Diouf (alors président du Sénégal) l'extradition de Habré au Tchad pour y être jugé. Mais il n'avait rien fait pour que Habré y soit vraiment extradé.

Et pour cause : il était lui-même trempé dans l'élimination des opposants politiques. Il était le bras armé de Habré, l'exécuteur des basses œuvres. La présence de Habré risque de compromettre sa carrière politique.

TCHAD**TEL PERE TEL FILS**

Un organisme international a récemment qualifié le Tchad comme étant le pays le plus « corrompu » de la planète et que les dirigeants, en particulier Idriss Déby, faisaient circuler de la drogue cachée dans des valises diplomatiques ; ils frappaient aussi de la fausse monnaie à Ndjaména.

Il paraît que l'un de ses fils aussi, Brahim Déby qui vivait dans la région parisienne, s'était adonné à la drogue, et fréquentait le « milieu ». Selon son entourage et les petits commerçants de son quartier, il détenait beaucoup d'argent, il exhibait des liasses de billets de 500 euros ; il payait sa carte téléphonique par exemple, avec un billet de 500 euros. En boîte de nuit, il peut dépenser en un soir jusqu'à 20.000 euros. Partout où il va, il veut bien montrer aux gens qu'il est riche, qu'il est le fils du président.

Il semble, selon les enquêteurs de la police, que c'est cette attitude-là qui lui a attiré des ennuis. Le 2 juillet 2007, des voleurs l'attendaient au sous-sol de son immeuble ; Brahim Déby a été plaqué au sol et immobilisé. Ils lui ont fait les poches où ils ont trouvé 50.000 euros en liquide, Comme la victime se débattait, il a reçu une « giclée » de gaz carbonique, ce qui aurait causé sa mort;

Bien sûr, des membres de sa famille ont sans doute versé des larmes en apprenant son décès. Mais les travailleurs du rang n'ont pas à le plaindre, eux dont le salaire misérable suffit à peine à faire vivre leur famille alors que cette crapule de fils claque en un seul jour une somme qu'ils ne pourraient jamais gagner, même en travaillant toute leur vie.

UNION AFRICAINE

**DIFFICILE D'ETRE EN MEME TEMPS
DU COTE DES MAITRES ET DE SE MONTRER
SOLIDAIRE D'UN COMPERE EN DISGRACE!**

Réunis à Malabo (Guinée Equatorial) le 30 juin dernier dans le cadre d'un sommet de l'Union Africaine (UA) consacré à la situation en Libye, les dictateurs africains n'ont pas réussi à sortir un communiqué commun. Ils sont tiraillés entre leur envie de ne pas voir un des leurs être traité comme un vulgaire voyou, bombardé par les troupes de l'OTAN, et leur envie de ne pas déplaire à leurs maîtres impérialistes. Eh oui, ce n'est pas si facile d'être un bon serviteur de l'impérialisme et en même temps d'être solidaire d'un compère (qui de surcroît les a parfois financés à titre personnel) qui est mis au ban des accusés par ce même impérialisme.

Certains parmi les dirigeants africains ont choisi dès le début de se mettre au garde-à-vous pour montrer leur servitude devant les dirigeants des pays impérialistes. Parmi ceux-là, on peut citer

le président sénégalais qui a déclaré que "*Kadhafi doit partir!*". D'autres valets lui ont emboîté le pas : Ali Bongo (Gabon), Ouattara (Côte d'Ivoire), Ould Abdelaziz (Mauritanie), Museveni (Ouganda), Zenawi (Ethiopie), etc. Certains traînent encore le pas et déclarent que : "*C'est une question de principe. La souveraineté d'un Etat est bafouée. On ne peut pas laisser l'Otan continuer ses bombardements*" (déclaration du président ougandais, Yoweri Museveni).

Mais, plus le temps passe, plus les amis de Kadhafi se font rares et ferment leur bouche. Ils doivent se dire qu'il vaut mieux être du "bon côté", c'est-à-dire du côté des maîtres et des puissants car demain eux-aussi pourraient peut-être se retrouver en disgrâce et subir les représailles de leurs protecteurs.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.